

Objet : Demande de représentation dans un recours au Conseil d'Etat.

Maître,

Je vous écris au sujet d'un recours auprès du Conseil d'Etat qui oppose l'association que je représente, **Recours Constitution**, à l'Etat Français.

L'affaire est la suivante : **Recours Constitution** demande l'abrogation du paragraphe I de l'article 3 de la loi organique du 16 novembre 1962, dans sa version actuelle, dit « système des parrainages » pour l'élection du président de la République Française, au motif qu'il est contraire au texte de la constitution du 4 octobre 1958, notamment par son article 6.

Les raisons détaillées de cette incompatibilité sont exposées dans un mémoire en requête de 4.600 mots, librement consultable et téléchargeable ici : <https://www.recoursconstitution.org/docs/memoire.pdf>.

Ainsi, nous souhaiterions intenter une action juridique d'ordre administratif à l'encontre de l'Etat Français.

Ne pouvant rendre compte de l'intégralité de ce différend en quelques lignes, il serait peut-être préférable que nous ayons un entretien téléphonique ou en visioconférence.

Dans cette optique, et dans la mesure où cette affaire est susceptible de vous intéresser, pourriez-vous m'indiquer les pièces nécessaires pour la constitution du dossier. Vous comprendrez que, notre structure par sa nature associative et compte tenu du caractère potentiellement très exposé médiatiquement de ce recours, nous sollicitons votre concours à titre gracieux.

Vous remerciant d'avance, veuillez croire, Maître, en l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Courrier envoyé à :

- Me Philippe De Veulle;8 Avenue Foch;75116 PARIS
- Me Juan Branco; 92 rue de rennes;75006 PARIS
- Me Fabrice Di Vizio;203 rue Vaugirard;75015 PARIS
- Me William Bourdon;156 rue de Rivoli;75001 PARIS
- Me Gilbert Collard;135 Rue Paradis;13006 MARSEILLE
- Me Carlo Alberto Brusa;68 Rue du Faubourg Saint-Honoré;75008 PARIS